



Theomai

ISSN: 1666-2830

theomai@unq.edu.ar

Red Internacional de Estudios sobre Sociedad,

Naturaleza y Desarrollo

Argentina

Aymard, Maurice

La longue durée des civilisations

Theomai, núm. 11, 2005

Red Internacional de Estudios sobre Sociedad, Naturaleza y Desarrollo

Buenos Aires, Argentina

Disponible en: <http://www.redalyc.org/articulo.oa?id=12420823008>

- ▶ Cómo citar el artículo
- ▶ Número completo
- ▶ Más información del artículo
- ▶ Página de la revista en [redalyc.org](http://redalyc.org)

redalyc.org

Sistema de Información Científica

Red de Revistas Científicas de América Latina, el Caribe, España y Portugal

Proyecto académico sin fines de lucro, desarrollado bajo la iniciativa de acceso abierto

# La longue durée des civilisations

Maurice Aymard\*

\* Directeur d'Études à l'École des Hautes Etudes en Sciences Sociales de Paris y Administrateur de la Maison des Sciences de l'Homme.

Fernand Braudel nous l'a rappelé au début de son manuel sur le monde actuel (1963), réédité en 1987 après sa mort sous le titre de *Grammaire des civilisations* : le terme de civilisation a de multiples sens, et ses emplois ne coïncident pas d'une langue à l'autre, ce qui rend souvent la traduction difficile. Il apparaît en France au milieu du 18 siècle, et s'oppose alors à "barbarie", du côté de laquelle sont rejetés les "bons sauvages", pourtant idéalisés pour la pureté de leurs mœurs par la pensée des Lumières. Accepté rapidement en Angleterre (*civilization*), il relègue au second plan le terme plus ancien de *civility*, qui s'identifie avec la politesse courante. En Allemagne, *Zivilisation* va au contraire devoir coexister durablement avec deux autres mots : celui, déjà ancien, de *Bildung*, et celui, qui s'impose en revanche au 20e siècle, de *Kultur*. Ce dernier s'identifie aux activités de l'esprit (normes, valeurs, idéaux), par opposition aux techniques de maîtrise de la nature, que le terme même de civilisation industrielle et urbaine, par opposition à la civilisation agricole qui l'avait précédée, invite à regrouper sous le nom de civilisation. Au contraire, l'italien a pu se contenter du vieux terme de *civiltà*.

À ces différences entre nos langues et entre les mots que nous utilisons pour désigner les mêmes réalités, sont venues au cours des deux derniers siècles, se superposer trois prises de conscience nouvelles. La première, dès le 19e siècle, alors même que l'Europe, alors au maximum de sa puissance, réalisait sous son contrôle une première unification du monde, a été celle de la pluralité des civilisations qui se partagent notre planète. La seconde, influencée notamment par les progrès de l'anthropologie sociale et culturelle, a été celle de l'unité et de la cohérence de chaque civilisation considérée pour elle-même : toute analyse un peu poussée, même si elle a commencé dans un premier temps par distinguer entre les différents aspects d'une civilisation (religion, politique, technique, etc.), doit ensuite établir les liens, complexes et multiples, entre ces différents facteurs. Ce qui nous rappelle qu'une civilisation est à la fois une représentation du monde, et une organisation matérielle et spirituelle de celui-ci. La troisième prise de conscience enfin a conduit à repenser les rapports qui s'établissent entre les différentes civilisations et à remettre en cause les hiérarchies qui avaient pu être établies entre celles-ci, à commencer par celle qui opposait des civilisations " primitives " à des civilisations développées : chaque civilisation est, à sa façon, une totalité, mais, sauf exception rarissime, et rarement durable, aucune n'est totalement coupée des autres. Les civilisations ne cessent d'échanger entre elles des innovations et des " biens matériels " ou " culturels ", parmi lesquels elles sont conduites à faire des choix : accepter, adapter ou au contraire refuser.

Fernand Braudel avait à ce sujet écrit dans son grand livre sur la *Méditerranée*, il y a un demi-siècle (1949), que toute civilisation se définissait par ses dons, par ses emprunts et par ses refus : " vivre, pour une civilisation, c'est donc être capable de donner, et de recevoir et d'emprunter... Mais on reconnaît, non moins, une grande civilisation à ce qu'elle refuse parfois

d'emprunter, à ce qu'elle s'oppose avec véhémence à certains alignements, à ce qu'elle fait un choix sélectif parmi ce que les échangeurs lui proposent et souvent lui imposeraient s'il n'y avait des vigilances, ou plus simplement, des incompatibilités d'humeur et d'appétit ” (p.559). Ces phrases sont plus actuelles que jamais. Il a été à la mode de croire, dans les années 1950-75, à la convergence future des civilisations que leur développement conduisait à évoluer dans la même direction : tel était le credo des théories de la “ mondialisation ”. Ce credo a été brutalement remis en question par la crise économique mondiale des années 1970. Il reparaît aujourd’hui derrière les discours eux aussi à la mode sur la “ globalisation ”. Celle-ci, à croire ces discours, devrait transformer inévitablement notre planète en un grand village, et abolir à la fois les distances et les différences entre les hommes, par la circulation instantanée des informations sur internet, et par celle, accrue et accélérée, des marchandises. Nous savons qu'il n'en est rien, que seule une élite privilégiée, à l'échelle mondiale, accède vraiment aux avantages de cette circulation : de l'ordre de 5 % de la population de la planète pour le fameux village internet. Et nous voyons autour de nous monter les refus d'une uniformisation culturelle, politique ou économique qui signifierait la soumission passive à un ordre imposé du dehors avec le double visage de la modernité et de l'inévitable. Ce refus peut prendre les formes extrêmes de fondamentalismes religieux ou idéologiques poussés jusqu'à ce qui nous apparaît absurde, et que nous avons du mal à ne pas rejeter et condamner. Mais il traduit toujours une volonté de défense des civilisations, et le refus d'une homogénéisation qui signifierait une perte partielle ou totale de leur identité. Jamais le monde n'a affirmé avec autant de force et même de violence sa diversité et sa pluralité qu'à l'heure de la globalisation.

Il nous faut donc retrouver, ou recréer les conditions d'un dialogue, qui passe par l'acceptation de cette diversité et par la reconnaissance de l'autre dans sa différence : pas de dialogue possible sans une forme ou une autre d'égalité entre les partenaires. De ce point de vue, la disparition des blocs qui se partageaient la planète a marqué un indiscutable pas en avant : l'ensemble des cartes ont été redistribuées, même si on continue à distinguer, par habitude, le “ Nord ”, “ l'Est ” et le “ Sud ”, comme on distinguait il y a vingt ans les mondes capitaliste et socialiste, et le Tiers Monde, en associant étroitement critères économiques et critères politiques. Les frontières auxquelles nous avions habitué la seconde moitié du 20e siècle ont perdu une large part (mais pas toujours la totalité) de leur sens. D'autres frontières que l'on croyait abolies sont au contraire reparues à la surface et ont retrouvé toute leur actualité, comme celles des nationalismes qui, pour nous en tenir à l'exemple le plus proche de nous, opposent et divisent les pays du sud-est européen, et remettent en cause l'existence d'Etats que l'on croyait stabilisés. La religion est redevenue, dans certaines régions du monde, un puissant instrument d'identité : une identité qui, dans certains cas, transcende les frontières des Etats, dans l'autre, au contraire, les traverse. Il en est de même pour les langues : alors même qu'elles sont nombreuses à disparaître, dès qu'elles ne sont plus parlées par un nombre suffisant de locuteurs, des langues hier minoritaires, ou placées en position d'infériorité par l'affirmation d'une langue internationale ou impériale de communication (l'allemand dans l'Empire en Europe centrale et orientale, l'osmanli dans le sud-est européen, l'anglais en Inde, etc.) se voient à nouveau reconnaître une existence officielle –pensons au catalan ou au basque dans l'Espagne post-franquiste. À côté de l'anglais, du français et du portugais, les grandes langues de l'Afrique sub-saharienne deviennent ou redeviennent des instruments de communication à l'échelle régionale, sans pour autant s'imposer comme langues uniques à l'échelle d'un Etat. En Europe même, de façon plus générale, les grandes unités - de langue, de religion, de culture, d'origine ethnique, de tradition historique, etc. – sur lesquelles les Etats du 19 siècle avaient fondé leur existence, leur légitimité et leur projet politique, se trouvent

aujourd’hui remises en question par un double processus, d’affirmation et de reconnaissance des particularismes, d’une part, et de dépassement des frontières pour créer un ensemble plus vaste, de l’autre.

Pour chercher à mieux comprendre toutes ces évolutions en cours, dont beaucoup nous surprennent par leur rapidité, et qui vont modeler le 21e siècle, la meilleure voie possible est encore d’interroger d’autres réalités historiques plus profondes, plus durables et plus englobantes encore que nos Etats. Des réalités qui expliquent l’histoire particulière de chacun de ces Etats au lieu d’être expliquées par elle. Au premier rang de celles-ci figurent les civilisations. Mais qu’entendons-nous au juste par ce mot de civilisations ? Il recouvre sans aucun doute des réalités multiples, dans lesquelles il nous faut essayer de mettre de l’ordre. Cet ordre peut s’organiser autour de quatre notions clefs : l’assemblage spécifique des traits culturels qui les constituent, l’espace qu’elles occupent, la longue durée de leur vie, les sociétés auxquelles elles donnent leur visage. Mais il pourra être envisagé à des échelles spatiales et chronologiques différentes. On pourra ainsi parler tour à tour d’une civilisation “occidentale”, marquée en profondeur par les différentes formes du christianisme, et unissant dans un ensemble commun l’Europe de l’Est comme de l’Ouest, l’Amérique latine et l’Amérique du nord ; d’une civilisation européenne, se distinguant aussi bien de celle des Etats-Unis que de celle de l’Amérique latine ; d’une civilisation propre à chacun des grands Etats qui composent cette Europe (Angleterre, Allemagne, France, Espagne, Italie, Pologne, Russie, etc.) ; des deux civilisations (occidentale et orientale) ou même, pour suivre Janos Sücz, qui donne sa place autonome à l’Europe centrale (*Les Trois Europes*), des trois civilisations qui se partagent l’espace européen ; ou enfin d’une autre tripartition de ce même espace, religieuse cette fois, qui opposerait depuis un millénaire au monde orthodoxe une chrétienté occidentale elle-même divisée depuis cinq siècle entre la Réforme protestante et la catholicité.

Entre ces différentes définitions des civilisations européennes, qui reposent sur une succession de changements d’échelles, il serait inutile de vouloir à tout prix choisir. Retenons-en que toute civilisation est multiple, et qu’elle s’inscrit dans une histoire elle-même plurielle, qui y a inséré une longue suite de points d’infexion. Vue de la Méditerranée, la rupture entre les deux chrétientés que confirme le schisme suit la frontière séparant les deux mondes grec et latin que Rome avait unifiés sous une même autorité politique sans abolir pour autant cette frontière et que la chute de Rome sépare à nouveau. Mais la ligne qui prolonge jusqu’à la Baltique cette frontière religieuse est plus tardive : elle traduit l’histoire de la christianisation de l’Europe non soumise à l’autorité de Rome, à partir de Constantinople, d’une part, et des foyers occidentaux de l’Europe carolingienne, de l’autre. De son côté, la ligne de partage entre les deux Europe, protestante et catholique, suit, dans l’ensemble, la frontière d’un Empire romain disparu depuis un millénaire, comme si la partie anciennement romanisée de l’Europe occidentale avait choisi de rester fidèle à l’autorité de la Rome pontificale, alors que la partie non romanisée décidait de la refuser.

Vue de la Méditerranée, toujours, l’Islam s’impose au 7e siècle en occupant, de l’Egypte au plateau iranien, l’ensemble du Proche et du Moyen-Orient, qui avait vu naître et s’affirmer, plusieurs millénaires avant notre ère, les premières grandes civilisations agricoles de notre histoire – les seules à pouvoir se comparer avec la Chine –, et se constituer les premiers grands états monarchiques. Cet ensemble, dominé pendant un millénaire par la Grèce, puis par Rome, reprend d’un coup son indépendance, dans une Méditerranée appelée elle aussi à se diviser en trois –les deux chrétientés qui s’en partagent la rive nord, l’Islam qui en domine la rive sud en s’emparant à

l'ouest des pays du Maghreb et de l'Espagne du sud, où Carthage s'était déjà implantée. Ce qui conduit Fernand Braudel à écrire (*Grammaire des civilisations*, p. 73) : "Chrétienté et Islam..., ces religions nouvelles ont, chaque fois, saisi le corps de civilisations déjà en place. Chaque fois, elles en furent l'âme : dès le départ, elles eurent l'avantage de prendre en charge un riche héritage, un passé, tout un présent, déjà un avenir... Comme le christianisme a hérité de l'Empire romain qu'il prolonge, l'Islam se saisira, à ses débuts, du Proche-Orient, l'un des plus vieux, peut-être le plus vieux carrefour d'hommes et de peuples civilisés qui soit au monde".

Mais il vaudra la peine de souligner que ces deux religions, qui se sont partagé l'espace méditerranéen, en ont tiré profit, après s'être longuement affrontées, pour relancer leur expansion dans des directions que Rome avait dû renoncer à se risquer. La chrétienté dans toute l'Europe à l'est du Rhin et au nord du Danube et de la mer Noire, puis, à partir des 16e et 17e siècles, en direction de la Sibérie. L'Islam non seulement vers les oasis de l'Asie centrale, déjà atteintes par Alexandre, et de là vers le monde chinois, mais aussi vers l'Inde et l'Asie du sud-est, et, à travers le Sahara, vers l'Afrique noire : l'Islam y sera rejoint, à partir du XVIe siècle, par le christianisme des marchands puis des colonisateurs européens arrivés par mer, ce qui explique la situation actuelle de beaucoup d'Etats africains de la côte nord du golfe de Guinée, partagés entre les musulmans, majoritaires au nord, et les chrétiens, qui dominent au sud.

L'important est de voir qu'à chaque fois cette histoire, où nous retrouvons, toujours présentes ou prêtées à rejouer, des frontières très anciennes, a modelé les espaces dans lesquels nous vivons aujourd'hui. Elle constitue non la seule clef, mais sans aucun doute la principale, qui nous permette de les comprendre, en nous fournissant les points de repère nécessaires. L'éclatement de la Fédération Yougoslave, dans une Europe que nous croyons pourtant fortement laïcisée, nous en a fourni au cours de la dernière décennie des exemples qui nous ont surpris, par la violence des oppositions qui ont étroitement mêlé les identités religieuses et identités ethniques, à tel point que les accords de Dayton ne reconnaissent aucune place à ceux, qui, en Bosnie, ne se reconnaîtraien ni comme Serbes, ni comme Croates, ni comme Musulmans. Dans l'Union indienne, qui regroupe pourtant, depuis la sécession du Bangladesh, plus de musulmans que le Pakistan, mais qui avait choisi depuis Nehru la carte de la neutralité religieuse et du respect des croyances de chacun, l'hostilité à l'Islam est redevenue une carte politique pour les partisans d'un hindouisme intransigeant. En Malaisie, malgré l'existence d'une importante minorité chinoise, et d'une moins importante minorité d'origine hindoue, l'Islam est devenu une référence obligée, qui permet d'établir le lien, par-delà la longue parenthèse coloniale, entre les premiers sultanats malais des 14e et 15e siècles, et le nouvel Etat qui en revendique l'héritage et fonde sur lui sa légitimité.

Si le fait religieux est ainsi venu réoccuper au cours des deux dernières décennies le devant de la scène, comme fait majeur de civilisation et comme marqueur de longue durée des identités individuelles et collectives, c'est qu'il partage avec le politique au moins deux traits essentiels : fortement intériorisée par les individus, la religion contribue à modeler en profondeur leurs manières de penser, de croire, d'agir, de se représenter le monde d'une façon qui leur permet de résister à la perte de l'influence de la religion dans le monde moderne ; impliquant des cérémonies et des rituels de groupe, elle modèle des solidarités, des identités collectives, des réseaux, qui structurent nos sociétés. Dans l'Allemagne d'avant la réunification, le vote socialiste caractérisait ainsi les régions à majorité protestante situées à l'est du Rhin, alors que la CDU dominait dans les pays rhénans et la Bavière, à majorité catholique. Même récentes, nos démocraties politiques peuvent ainsi réutiliser, dans leur fonctionnement quotidien, des réalités infiniment plus

anciennes. Elles s'inscrivent dans une continuité, et occupent des espaces dont elles n'ont écrit que l'histoire la plus proche de nous.

L'une des clefs de cette continuité nous est, sans aucun doute, fournie par les sociétés paysannes qui ont occupé, mis en valeur et construit, dans son unité comme dans sa diversité, l'espace européen, tout comme elles ont construit celui de la majeure partie des grandes civilisations du monde. À la différence de l'Amérique coloniale, qui s'est construite à partir de ses villes, l'espace européen a été durablement modelé par les paysans qui ont représenté, jusqu'au début du 19e siècle, 80 % de sa population. Ce qui a supposé à chaque fois une combinaison originale entre, d'une part, la diffusion d'un système technique associant, dans des proportions variables les céréales, les cultures arbustives, l'élevage et l'utilisation des ressources de la forêt, et, de l'autre, l'adaptation aux conditions du milieu, tantôt favorable et fertile, tantôt au contraire hostile et difficile à dominer : d'où la diversité infinie des solutions trouvées, et la fragmentation fréquente de nos paysages, qui font qu'aucun de nos villages ne ressemble à un autre, pour ceux qui le connaissent de l'intérieur, alors que tous les villages d'une même région se ressemblent pour qui porte sur eux un regard extérieur et superficiel.

On pourra donc aussi définir l'Europe comme une " civilisation du pain ", même si ce pain a été longtemps blanc pour les plus riches, et noir ou gris pour la majorité de la population, et s'il a été fait ici de blé, là de seigle, ailleurs encore de mélanges variés de céréales les plus diverses. Le pain a cessé d'être aujourd'hui la principale nourriture de la très grande majorité des Européens. Mais il est resté notre référence culturelle. Ce qui n'a pas empêché l'Europe d'adopter tour à tour le maïs, une plante américaine, et le riz, une plante venue d'Asie. De la même façon, et de manière accélérée au cours du dernier demi-siècle, les ruraux ont quitté en masse les campagnes pour venir vivre et travailler en ville. L'Europe d'aujourd'hui est née de la révolution industrielle et urbaine, qui en a remodelé les paysages et redistribué les habitants dans l'espace. Mais la campagne et la terre restent pour nous, comme le pain, des références culturelles essentielles : elles peuplent notre mémoire, notre langue, nos proverbes, notre morale, les enseignements transmis par l'école et par les familles.

L'Europe est aussi sans doute la première grande civilisation qui ait non pas inventé l'écriture mais en qui en ait généralisé l'usage et l'enseignement. Pendant des millénaires, cet enseignement a été limité à des minorités relativement peu nombreuses, mais, au cours du dernier demi-millénaire, il s'est étendu par étapes à de nouvelles couches de la population, jusqu'à ce que nos systèmes scolaires en fassent, entre 19e et 20e siècle, une obligation pour tous. Passée la première, pour reprendre les classifications de Jack Goody, à l'alphabétisation généralisée, l'Europe a pu ainsi se définir tour à tour comme une " civilisation du texte imprimé et de l'éducation ", qui est devenue à son tour la base d'une " civilisation de la connaissance ", aujourd'hui concurrencée par une " civilisation de l'information ". : cette définition correspond cette fois à l'espace le plus large de la civilisation européenne, englobant l'Amérique du nord, une part de l'Amérique latine, et tous les pays de peuplement européen comme l'Australie et la Nouvelle-Zélande.

Nul doute enfin que la guerre n'ait joué un rôle majeur dans l'histoire de la civilisation européenne, et qu'elle n'ait contribué à lui donner une part de ses contenus. La guerre a longtemps été, jusqu'à une date toute récente, et pour le malheur de ses habitants, indissolublement liée à l'histoire des Etats qui se sont partagé l'espace européen. Ceux-ci l'ont

largement utilisée pour acquérir de nouveaux territoires et stabiliser leurs frontières, et, plus encore, pour étendre à l'ensemble de notre continent les règles de l'équilibre entre des États indépendants et souverains qui avaient été mises au point pour la première fois dans l'Italie du milieu du 15e siècle. Et le changement enregistré au cours du dernier demi-siècle, et auquel nous voulons croire, est encore à la fois très récent, et fragile. Pour rendre possible le dialogue entre ses différentes composantes, l'Europe doit encore se confirmer comme " civilisation de la paix ".

En jouant ainsi sur l'espace et sur le temps, et en passant tour à tour du religieux au politique, de l'économie à la culture et aux formes, tantôt pacifiques et tantôt violentes qui règlent les rapports entre les hommes, nous nous sommes confrontés avec l'extrême complexité du terme de civilisation. Mais cette complexité, loin d'en constituer une limite, en fonde au contraire la richesse. Pour reprendre les définitions de Fernand Braudel, les " civilisations sont des espaces, des sociétés, des économies, des mentalités collectives, des continuités ". Tout choix entre ces définitions multiples, dont les cadres spatiaux sont loin de toujours coïncider, en sacrifierait la complexité à un souci de simplification qui figerait les frontières et les rendrait impossibles à franchir. En revanche, tout dialogue suppose l'échange, et tout échange suppose l'égalité des partenaires, mais aussi, pour qu'il soit possible, des lieux de rencontre et des intermédiaires, des passeurs culturels à l'aise des deux côtés de la frontière, et capables de comprendre les différences, mais aussi d'aider à les surmonter, en proposant les équivalences. C'est le nombre de ces médiateurs qui est la clef de la réussite de l'étape de son histoire dans laquelle l'Europe se trouve engagée dans son ensemble depuis un peu plus de dix ans. Il nous faut les multiplier, les diversifier, en renforcer la place, le rôle et la reconnaissance dont ils bénéficient dans nos sociétés. L'enjeu est un enjeu à long terme, mais où tous les progrès réalisés pourront être aisément capitalisés et exploités pour permettre de nouveaux progrès. Si l'on peut souhaiter quelque chose à l'Europe du siècle qui commence, c'est que le 21e siècle ne soit pas le siècle de la langue unique, mais celui des " traducteurs ", seuls capables de faire communiquer des cultures dont il nous faut sauver les différences.